

Projet Hercule : un démantèlement programmé

EDF doit faire face à une privatisation rampante organisée par les pouvoirs publics. Ici, Hercule n'est pas un mythe, mais une réalité qui aura des conséquences importantes pour les consommateurs et les personnels de l'entreprise publique.

Cette situation est liée en partie à des choix plus que discutables depuis plusieurs années : des prises de participations hasardeuses à l'étranger, un surcoût important des EPR (réacteur pressurisé européen), des ponctions toujours plus grandes de l'État sur les dividendes et un manque d'entretien de l'appareil productif. Tout ceci ne s'est pas fait en un jour, mais date de l'ouverture des marchés voulue par la majorité des pays membres de l'UE à la fin des années 1990. L'opérateur historique, dont l'intérêt principal était de fournir de l'électricité au même prix sur l'ensemble du territoire, devient alors une entreprise très attachée à une rentabilité immédiate avec un minimum d'entretien.

Parallèlement, EDF a privilégié des achats à l'extérieur de l'Hexagone pour occuper des parts de marché sans vraiment se préoccuper du réseau national. Engager un projet coûteux d'EPR en Grande-Bretagne (Hinkley Point) avant la fin de celui de Flamanville est une erreur que nous payons encore aujourd'hui.

De plus, là où ils devraient investir massivement en France dans les énergies renouvelables avec la perspective de remplacement du réseau vieillissant, les dirigeants de l'opérateur historique ont préféré le faire dans des pays où les coûts de productions étaient plus faibles.

EDF livré au libéralisme

Le démantèlement d'EDF en trois entités est un accélérateur pour libéraliser encore plus le marché. Hercule va offrir sur un plateau les activités rentables aux concurrents et laisser à EDF le reste.

Ainsi, les énergies renouvelables et les services en tous genres seront pour les concurrents. Étant donné que le nucléaire est un investissement à long terme nécessitant de gros investissements, il est jugé peu intéressant pour les actionnaires, habitués au court terme.

Au bout du compte, les consommateurs vont être privés d'un service public efficace, essentiel à la vie quotidienne et continuer de payer la note avec une augmentation des prix de près de 50 % en dix ans. En 2016, le consommateur a payé une fois et demie de plus qu'en 2007.

Indecosa-CGT est mobilisé avec un grand nombre d'organisations pour s'opposer à ce démantèlement en proposant un grand pôle public de l'énergie qui comprendrait les énergies renouvelables, l'impact carbone, les nouvelles technologies, comme l'hydrogène, et une gestion rigoureuse des installations existantes. ▣

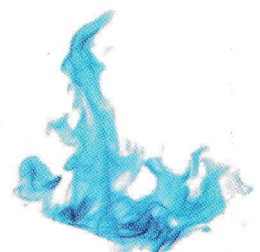
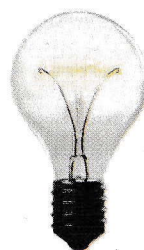
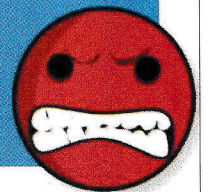
POUR INDECOSA-CGT
ARNAUD FAUCON



AVIS AUX USAGERS

PROJET HERCULE ?

L'AVENIR DE
VOTRE FACTURE
D'ÉLECTRICITÉ
ET DE GAZ
SE JOUE DANS
VOTRE DOS !



© Fnme-CGT



Rubrique réalisée avec
Indecosa-CGT
(information défense
des consommateurs salariés)
263 rue de Paris
93515 Montreuil cedex
indecosa@cgt.fr
www.indecosa.cgt.fr

01
55
82
84
05